



AMBASSADE
LEGATION DE SUISSE
AU CANADA

R.P. no 17

P.
PAR AVION

OTTAWA. le 19 août 1957

Monsieur le Conseiller fédéral
Max PETITPIERRE
Chef du Département politique

B e r n e

Monsieur le Conseiller fédéral,

CONFIDENTIEL
VERTRAULICH

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai commencé à prendre contact avec les différents membres du nouveau gouvernement conservateur-progressiste canadien. Ces contacts sont d'autant plus utiles que ce nouveau gouvernement se préoccupe présentement de formuler sa politique et cherche une nouvelle orientation non seulement dans les domaines économique, financier, intérieur, mais également dans la politique extérieure. Il paraît encore fort douteux que le gouvernement réussisse dans cette tâche.

J'ai rendu visite au Ministre du commerce, M. Gordon Churchill, et à ce sujet je me permets de vous renvoyer au rapport que j'ai adressé à la Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique en date du 25 juillet et dont copie a été envoyée au Département politique fédéral.

Comme je l'ai relevé dans cette lettre, M. Churchill a visité la Suisse en 1936 (Zurich) et il m'a fait part de son désir de pouvoir s'y rendre à nouveau sans trop tarder, soit en mission officielle, soit à titre privé. Son prédécesseur, M. C.D. Howe, a été en Suisse à

Dodis



plusieurs reprises pour participer à des conférences internationales (en particulier GATT à Genève) et on peut s'attendre que M. Churchill fera de même.

J'ai également rendu visite au nouveau chef du Département de l'intérieur (Secrétaire d'Etat), Mme Ellen Fairclough. A cette occasion, j'ai discuté des quelques cas de séquestre qui nous préoccupent depuis plus de 10 ans et dont la liquidation ne paraît pas avancer. J'ai fait rapport à ce sujet à M. le Ministre Stucki.

J'ai également examiné avec Mme Fairclough les problèmes qui se posent en rapport avec le transfert de domicile de nos entreprises économiques, tel qu'il est prévu par décision du Conseil fédéral du 12 avril 1957. Elle m'a répondu que ces problèmes étaient d'un grand intérêt pour le Canada et qu'elle les étudiera avec la plus grande bienveillance, dès que nous aurons fait quelques progrès dans nos négociations avec le Ministère des affaires extérieures; ces négociations malheureusement n'avancent que très lentement par suite du fait que ce Ministère est encore sans chef permanent, ainsi qu'en raison de la réduction du personnel de l'Ambassade.

Mme Fairclough s'est beaucoup intéressée à la structure de notre gouvernement, du Conseil national et spécialement du Conseil des états, ainsi qu'à notre système électoral, à notre régime parlementaire, etc. Elle ne connaît pas la Suisse, mais elle espère pouvoir s'y rendre pour s'orienter davantage sur nos institutions et notre démocratie. Elle était assez bien au courant de l'organisation de la Migros et connaît personnellement M. Duttweiler

qu'elle a rencontré à plusieurs reprises lorsqu'elle était secrétaire de l'Association des grossistes canadiens.

J'ai aussi rendu visite à M. John Diefenbaker, le nouveau Premier Ministre et Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, que je connais depuis quelque temps déjà, car il était membre du parlement depuis de nombreuses années et chef de l'opposition. M. Diefenbaker a également montré un grand intérêt à nos institutions. Mme Diefenbaker a visité la Suisse à plusieurs reprises déjà, mais le nouveau Premier Ministre ne la connaît pas. Il m'a dit qu'il comptait s'y rendre à titre privé, pour étudier sur place nos institutions politiques. Je l'ai prié de me faire connaître ses projets à temps, afin que je puisse le munir de lettres d'introduction et lui faciliter ainsi les interviews qu'il cherchera sans doute à prendre. Je lui ai demandé en outre s'il avait l'intention de mettre ses projets à exécution dans un proche avenir, mais il m'a répondu que les travaux d'organisation de son gouvernement le préoccupaient outre mesure en ce moment et qu'il ne lui sera guère possible de visiter notre pays avant l'année prochaine.

L'occasion s'est présentée de lui parler des Conventions de Genève de 1949 et de notre intérêt de les voir ratifiées par le parlement canadien. Je confirme à ce sujet mon rapport du 9 août que vous aurez obtenu entre temps.

J'ai également fait part à M. Diefenbaker de tout l'intérêt que nous portions à l'achat d'uranium canadien et à la conclusion d'un accord atomique. Sur ce point, j'ai fait rapport au Délégué aux questions atomiques les 30 juillet et 8 août, avec copie pour le Département politique.

Avec M. George Hees, le nouveau Ministre des transports, j'ai discuté les projets de la Swissair d'établir un service direct entre Zurich/Genève et Montréal. Il a exprimé sa grande satisfaction au sujet de ces projets, ajoutant que toute amélioration dans le secteur des transports amenait un rapprochement entre les pays que l'on ne pouvait que considérer comme avantageux.

M. Hees connaît la Suisse assez bien, ayant participé à des matchs de hockey sur glace, du temps où il était étudiant à l'université de Cambridge en Angleterre. Il a ainsi joué contre des équipes suisses de hockey à Davos, Berne et Zurich. Il ajouta qu'il était un fervent du ski et qu'il avait l'espoir de pouvoir se rendre en Suisse l'hiver prochain pour y pratiquer ce sport. Il connaît bien les descentes du Parsenn, d'Arosa et de St. Moritz.

M. Hees a relevé à plusieurs reprises qu'il ne favorisait pas la politique de ses prédécesseurs libéraux, consistant à accorder un monopole aux Trans Canada Airlines. Il désirerait voir s'établir une concurrence sur une base privée, ce qui à son avis serait à l'avantage du Canada.

Je n'ai pas voulu entrer dans plus de détails au sujet de la Swissair et des possibilités de développement qui s'offriraient éventuellement à elle en rapport avec la nouvelle ligne projetée pour Montréal, étant donné que je n'ai pas été suffisamment documenté sur la politique aérienne suisse, malgré mes demandes réitérées auprès de l'Office fédéral de l'air. Il est à craindre d'ailleurs que M. Hees se heurtera aux accords très restrictifs que le Canada s'est vu contraint de signer avec les Etats-Unis

d'Amérique concernant l'établissement de lignes aériennes sur le continent de l'Amérique du nord. Je reverrai M. Hees ces prochains jours.

Je compte aller voir encore les autres nouveaux membres du cabinet avec lesquels nous avons des problèmes à discuter. Mais, pour le moment, le successeur de M. L.B. Pearson, ancien Ministre des affaires extérieures, n'a pas encore été nommé. Le Premier Ministre conserve cet important portefeuille provisoirement entre ses mains. Il semble rencontrer certaines difficultés à trouver un homme qualifié comme chef de ce département.

J'ai également eu un entretien avec le Ministre des finances, M. Donald M. Fleming, qui comme presque tous ses collègues est Canadien anglais, mais qui en revanche parle bien le français. Il s'intéresse surtout aux investissements suisses au Canada qu'il approuve sans hésitation, car ils forment un certain contrepoids aux énormes investissements des Etats-Unis au Canada.

Avec le nouveau Ministre de la Justice, M. E. Davie Fulton, que je connaissais également déjà auparavant, nous n'avons pas trop de problèmes à discuter.

D'une conversation que j'ai eue avec le Général G.R. Pearkes, Ministre de la Défense nationale, il ressort que ses collègues s'attendent à une réduction importante du budget militaire, qui leur permettrait de remplir les promesses faites pendant la campagne électorale et au sujet desquelles je vous ai déjà fait rapport. Il s'agit surtout de l'augmentation des traitements des fonctionnaires, de la majoration des pensions de vieillesse, de la réduction des

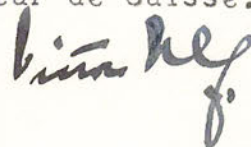
impôts directs et indirects, de l'octroi de subsides aux producteurs de blé. Or, les fonds nécessaires pour remplir ces promesses ne sont pas disponibles. M. Pearkes m'a dit qu'il était responsable de la défense du pays et qu'il lui paraissait impossible de réduire son budget, bien que celui-ci absorbe 35 à 40 % des recettes de l'Etat et s'élève à un montant de près de deux milliards de dollars par an. Sans doute, a-t-il ajouté, les nouvelles armes nucléaires exigent-elles une nouvelle orientation de la défense du pays et de l'organisation de l'armée, mais pour le moment il ne voyait vraiment pas de quelle façon une réduction du budget de son département pourrait s'effectuer. Il a précisé que tous ces problèmes étaient néanmoins encore à l'étude. De son côté, il m'a demandé des renseignements sur la manière de voir ces problèmes en Suisse.

J'ai également discuté de ces questions avec le chef de l'état-major général, qui n'a pas changé et qui m'a dit que tout naturellement il se voyait contraint d'insister sur la nécessité de ne pas réduire le budget militaire. Il ne croit pas que le nouveau ministre de la défense accepterait d'exposer le Canada aux risques d'une amputation du budget militaire. La plupart des dépenses prévues à ce titre revêtent un caractère fixe, ainsi pour l'armement avec les nouvelles armes, y compris l'aviation, pour l'OTAN, pour les trois lignes de radar transversales en construction dans le nord du Canada, etc.

./.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral,
l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse:

A handwritten signature in dark ink, appearing to read "Hans Rey". The signature is written in a cursive style with a prominent flourish at the end.